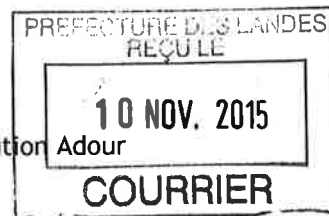


INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 septembre 2015
(Convocation du 14 septembre 2015)



Aujourd'hui, le trente septembre deux mille quinze à 10h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 au Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

OBJET : DOSSIER IV - Affaires diverses / Autorisation de signature Foncier : Acte de vente SCI TARSAGUET

Exposé des motifs :

Considérant l'acquisition par l'Institution Adour de la propriété ancienne gravière pour l'euro symbolique en 2012,

Considérant l'impact du seuil sur l'Adour sur les parcelles en cause et les coûts induits par leur remise en état,

Considérant la volonté de céder les parcelles en cause afin de dégager la responsabilité de l'Institution Adour sur l'ouvrage,

Considérant l'accord du preneur d'engager les travaux de réparation du seuil en contrepartie,

Il convient d'autoriser le Président à signer les actes de vente des parcelles suivantes :

- SCI TARSAGUET : parcelles cadastrées B 763, 764, 767 sur la commune de Riscle, d'une surface totale de 05ha 99a 43ca pour un montant de 1 €.

Vu l'avis des domaines,

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

Monsieur le Président est autorisé à signer l'acte de vente objet de la présente délibération et à prendre tout acte nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 30 septembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

✂ *La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

